



Assemblée générale

Distr. limitée
29 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Deuxième Commission

Point 20 c) de l'ordre du jour

Développement durable : stratégie internationale de prévention des catastrophes

**Projet de résolution présenté par la Rapporteuse de la Commission,
M^{me} Aida Hodžić (Bosnie-Herzégovine), à l'issue de consultations
sur le projet de résolution A/C.2/67/L.16**

Stratégie internationale de prévention des catastrophes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 54/219 du 22 décembre 1999, 56/195 du 21 décembre 2001, 60/195 du 22 décembre 2005, 64/200 du 21 décembre 2009, 65/157 du 20 décembre 2010 et 66/199 du 22 décembre 2012, et prenant en considération toutes les autres résolutions pertinentes,

Réaffirmant le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons »¹ et, en particulier, les décisions relatives à la réduction des risques de catastrophe,

Rappelant également la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement², l'Action 21³, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁴, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable⁵, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg)⁶ et le document final de sa Réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement⁷,

¹ Résolution 66/288, annexe.

² *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

³ Ibid., annexe II.

⁴ Résolution S-19/2, annexe.

⁵ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 1, annexe.

⁶ Ibid., résolution 2, annexe.

⁷ Voir résolution 65/1.



Soulignant qu'il importe de renforcer les liens entre la réduction des risques de catastrophe, le relèvement et les plans de développement à long terme, et demandant que soient élaborées des stratégies globales mieux coordonnées qui intègrent la réduction des risques de catastrophe et le souci de l'adaptation aux changements climatiques dans les activités d'investissement public et privé, la prise de décisions et la planification des actions humanitaires et de développement, afin de réduire les risques, d'accroître les capacités de résistance et d'assurer une transition plus en douceur entre secours, relèvement et développement, et à cet égard, consciente qu'il est nécessaire de tenir compte de la problématique hommes-femmes dans la conception et la mise en œuvre des activités de gestion des risques de catastrophe, à toutes les étapes,

Rappelant les résultats de l'examen à mi-parcours du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes⁸,

Sachant qu'à la troisième session du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe tenue à Genève du 8 au 13 mai 2011, il a été confirmé que ce dispositif était la principale instance mondiale pour la coordination des conseils stratégiques et la formation de partenariats pour la réduction des risques de catastrophe,

Prenant note du rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, concernant la gestion des risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques, qui a été rendu public à Genève en mars 2012,

Mettant l'accent sur la valeur ajoutée qu'apportent les gouvernements à tous les niveaux ainsi que les organisations sous-régionales, régionales et internationales compétentes en engageant en temps voulu, au titre de la réduction des risques de catastrophe, des ressources suffisantes et prévisibles permettant d'accroître la résistance des villes et des communautés aux catastrophes, en fonction de la situation qui leur est propre et des capacités dont elles disposent,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 66/199⁹;

2. *Souligne* qu'il importe de poursuivre l'examen de fond de la question relative à la réduction des risques de catastrophe et engage les États Membres et les organismes compétents des Nations Unies à tenir compte de l'importance des activités de réduction des risques de catastrophe notamment pour la réalisation du développement durable;

3. *Réaffirme* son attachement au Cadre d'action de Hyogo⁸ et demande aux États, aux organismes du système des Nations Unies, aux institutions financières internationales, aux organisations sous-régionales, régionales et internationales et à la société civile d'accélérer la mise en œuvre du Cadre et la réalisation de ses objectifs,

4. *Engage* les États Membres, conformément à leurs priorités nationales, à créer et à développer des bases de données recensant les pertes dues aux

⁸ A/CONF.206/6 et Corr.1, chap. I, résolution 2.

⁹ A/67/335.

catastrophes, une cartographie des risques de catastrophe et des systèmes de suivi financier, afin de faciliter la prise de décisions à tous les niveaux de l'État, et à faire pleinement usage, selon qu'il conviendra, du système de suivi du Cadre d'action de Hyogo pour évaluer les progrès accomplis en matière de réduction des risques de catastrophe;

5. *Souligne* la nécessité de promouvoir une meilleure compréhension et une meilleure connaissance des causes des catastrophes, et de mettre en place des mécanismes d'adaptation ou de les renforcer s'ils existent déjà, en facilitant, notamment, l'échange de pratiques de référence, le transfert de technologie, convenu d'un commun accord, et de connaissances techniques, les programmes de sensibilisation et de formation en matière de réduction des risques de catastrophe, l'accès aux données et informations pertinentes, le renforcement des dispositifs institutionnels et la participation et l'appropriation collectives en recourant à des méthodes communautaires de gestion des risques liés aux catastrophes;

6. *Estime* qu'il importe que les États Membres, en particulier les pays en développement, élaborent des stratégies de réduction des risques de catastrophe à l'échelle nationale, sous-régionale, régionale et internationale, rappelle qu'il faut continuer à développer les initiatives régionales et les capacités de réduction des risques des mécanismes régionaux existants, de les renforcer et d'encourager l'utilisation et la mise en commun de tous les moyens disponibles, et prie les commissions régionales, dans le cadre de leur mandat, d'appuyer l'action menée par les États Membres à cet égard, en étroite coordination avec les organismes des Nations Unies chargés de l'exécution;

7. *Engage* les États à faire de la réduction des risques de catastrophe une priorité de l'action au niveau local et à promouvoir la participation des parties intéressées, dont les représentants des collectivités, les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, les autres acteurs de la société civile et le secteur privé, et à allouer des ressources suffisantes afin de mener les activités correspondantes au niveau local;

8. *Considère* qu'il importe de coordonner les activités d'adaptation aux changements climatiques et les mesures de réduction des risques de catastrophe pertinentes, invite les gouvernements et les organisations internationales compétentes à prendre systématiquement en compte ces considérations, notamment dans les plans de développement et les programmes d'élimination de la pauvreté, et lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes d'action nationaux pour l'adaptation aux changements climatiques, et invite la communauté internationale à appuyer l'action que les pays en développement mènent déjà dans ce sens;

9. *Attend avec intérêt* la tenue à Genève, du 19 au 23 mai 2013, de la quatrième session du Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe, qui s'attachera à évaluer les progrès accomplis dans l'exécution des engagements pris aux précédentes sessions du Dispositif tenues en 2007, 2009 et 2011, et engage toutes les parties prenantes à y envoyer de hauts responsables de divers secteurs;

10. *Décide* de tenir la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe au Japon au début de 2015, afin d'examiner la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo et d'adopter un cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015;

11. *Décide également* d'examiner, d'ici à la fin de l'année 2013, de la manière la plus efficace et la plus rationnelle possible, la portée, les modalités, la forme et l'organisation de la Conférence, ainsi que la participation à celle-ci;

12. *Prie* le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes d'assurer le secrétariat de la Conférence, de concourir à l'élaboration d'un cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015 et de coordonner les activités préparatoires en consultation avec toutes les parties intéressées;

13. *Encourage* toutes les parties intéressées à prendre une part active aux consultations qui seront menées en vue d'élaborer un cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015, notamment à partager les enseignements tirés de l'expérience acquise en matière de gestion des risques de catastrophe, par exemple en convoquant des concertations nationales multipartites et en participant activement aux forums régionaux;

14. *Encourage vivement* à prendre dûment en considération les questions de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015;

15. *Encourage vivement également* à favoriser une démarche complémentaire et cohérente entre le cadre de réduction des risques de catastrophe et le programme de développement pour l'après-2015;

16. *Engage* tous les États Membres qui le peuvent à fournir des ressources et un appui pour renforcer le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes, de sorte qu'il soit à même de relever les défis que représentent ses travaux futurs et de s'acquitter efficacement de son mandat intersectoriel;

17. *Prie* le Secrétaire général de maintenir à l'étude les dispositifs institutionnels du secrétariat de la Stratégie afin de l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat intersectoriel et à jouer son rôle de centre de coordination pour la réduction des catastrophes à l'échelle du système des Nations Unies;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-huitième session, au titre de la question intitulée « Développement durable », la question subsidiaire intitulée « Stratégie internationale de prévention des catastrophes »;

19. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-huitième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.